

Imposée dès la fin des années 1990, la mondialisation néolibérale a exacerbé la compétition entre puissances impérialistes. Le G7 d'Evian, prévu du 15 au 17 juin, suscitera une forte contestation.

«Le néolibéralisme a exacerbé la crise capitaliste»

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY ZURKINDEN

Mondialisation A la fin des années 1990, la mondialisation néolibérale s'impose à la planète. Son lot de privatisations et de régressions sociales provoque une opposition massive qui se structure au sein du mouvement altermondialiste – et affronte une répression croissante, comme à Genève en 2003, en marge du G8 à Evian. Pour Jean-Marie Harribey, ancien maître de conférences en économie à l'Université Bordeaux IV, auteur et directeur de la revue *Les Possibles*, l'objectif de l'offensive néolibérale était de rétablir la rentabilité des capitaux. Mais en renforçant les inégalités, ce cycle de dérégulation a aggravé la crise du système capitaliste, ajoute le chercheur. Avec pour conséquence d'exacerber la concurrence entre puissances impérialistes – et son lot de menaces pour l'humanité. Interview.

Dans quel contexte la mondialisation néolibérale émerge-t-elle?

Jean-Marie Harribey: La fin des années 1960 ouvre une période marquée par le déclin de la rentabilité des capitaux dans les pays capitalistes développés – États-Unis, puis Europe de l'Ouest et Japon. Ce déclin est suivi d'un dérèglement du système monétaire international fondé après-guerre, sanctionné en 1971 par l'abandon par les États-Unis de la conversion en or des dollars détenus par les banques centrales étrangères. En 1973, le premier choc pétrolier se produit: le prix du pétrole quadruple, en grande partie en réaction à la dévalorisation du dollar. Une ère de croissance capitaliste très ralentie va alors s'installer. C'est la fin des fameuses Trente Glorieuses, cette période entamée en 1945 durant laquelle les États capitalistes développés ont conduit des régulations industrielles et sociales, grâce à leur maîtrise budgétaire et monétaire. Pour les classes dirigeantes de ces pays, la situation est encore compliquée par les luttes de libération nationale contre le colonialisme qui sévit encore.

Comment réagissent-elles à cette crise de rentabilité?

Les élites politiques et économiques vont prendre deux séries de décisions. D'abord, elles accordent la liberté totale de circuler aux capitaux et entérinent le passage aux changes flottants entre les monnaies. A partir de ce moment, les marchés financiers acquièrent une place qui ne cessera de grandir et imposent leurs normes de rentabilité. Le second tournant concerne la gestion de la force de travail: désormais, l'austérité prévaudra. Cela se traduit par une progression des salaires inférieure à celle de la

productivité du travail, provoquant une baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée. Dans le même temps, le chômage progresse, les protections sociales s'amenuisent, le droit du travail est écorné, les services publics privatisés, au moins en partie. Débutée il y a un demi-siècle, cette période constitue ce qu'on a appelé le néolibéralisme. Elle rassemble: la financiarisation de l'économie, la mise des Etats au service du respect de la concurrence des marchés et du droit des affaires au détriment de celui du travail, la marchandisation du plus grand nombre possible d'activités, et le sauvetage des banques pour éviter la dévalorisation de leurs actifs lorsque des krachs financiers se produisent – en 1987, 2000, 2007.

« Dans le contexte actuel, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ne servent plus à rien »

Ces décennies de néolibéralisme ont accouché d'un monde profondément polarisé. Pourquoi?

Il s'est passé une autre histoire que celle imaginée par les penseurs du néolibéralisme, notamment ceux qui croyaient qu'on avait atteint la «fin de l'histoire» après la dislocation de l'URSS. L'interdiction faite aux Etats de financer leurs dépenses en empruntant auprès de leur banque centrale a fait grossir démesurément le marché de la dette publique, à la grande satisfaction des opérateurs financiers – tandis que la fiscalité sur les riches et les grandes entreprises s'est allégée.

La combinaison entre austérité salariale et enrichissement des fortunés a aggravé partout les inégalités. Mais le bâton n'a pas tardé à se retourner: même gavés, les riches ne peuvent pas absorber la surproduction générale; oppressé et dévalorisé, le travail ne peut qu'engendrer de faibles gains de productivité; dérégulée, l'économie accroît la fuite en avant productiviste; et quand l'environnement est épuisé ou dévasté, la course aux matières premières dégénère en réactions impérialistes visant à capter terres, ressources, eau et énergie.

Le capitalisme est confronté à une crise structurelle: produire de la valeur pour atteindre les taux de profit espérés est de plus en plus difficile sous la double contrainte de l'affaiblissement des gains de productivité et de l'épuisement planétaire. La financiarisation et la spéculation ne sont que des palliatifs temporaires, durcissant la lutte pour le captage des rentes.

Hier conspuées, les institutions financières internationales – FMI, Banque mondiale, OMC – ont perdu de leur centralité. Pourquoi?

Ces institutions ont été créées après-guerre, à un moment de redémarrage des économies. Dans le contexte actuel, elles ne servent plus à rien. Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ont contribué à «défaire» le monde dans les années 1990-2000. Elles ont imposé aux pays pauvres des plans d'ajustement structurel visant à les inféoder aux mécanismes d'une division internationale du travail qui a créé des «chaînes de valeur»: désormais, la production d'une marchandise est scindée en de multiples ateliers ou sous-traitants des multinationales. Cela permet à ces entreprises d'optimiser l'affectation de leurs bénéfices dans les pays ayant la fiscalité la plus faible, voire nulle comme les paradis fiscaux.

La dérégulation du commerce a vidé l'OMC de son contenu. C'est aussi la cause de la fragmentation économique entre grandes régions du monde, qui accentue la concurrence entre les puissances. Le match États-Unis contre Chine ne fait que commencer, sur fond de révolution numérique qui va encore accroître le rush sur les matières premières.

Le néolibéralisme a-t-il été remplacé par un «capitalisme libertarien», symbolisé par Elon Musk?

On assiste à la fin d'un cycle néo-libéral qui a duré cinquante ans. Le libertarisme a-t-il remplacé le néolibéralisme? Non, parce que le premier conserve du second tous les ingrédients économiques, financiers et antisociaux. Mais oui, d'une certaine manière, puisqu'il va plus loin, en parachevant ce qui était déjà sous-jacent au néolibéralisme: la dégradation des processus démocratiques, la haine de l'État régulateur et le déni des institutions. Tout cela favorise la renaissance de l'extrême droite.

Comment expliquer le degré de destruction atteint par le capitalisme?

Marx avait donné la clé de compréhension de cette prédation de l'humain et de la nature dans le tome I du *Capital*: «La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur.»

La mondialisation néolibérale s'est faite sous l'hégémonie des États-Unis. Cette domination est-elle remise en cause?

Le leadership des États-Unis n'a pas disparu, mais il est durement contesté. Pour preuve, la frénésie de Trump, qui veut imposer sa loi en décidant de droits de douane extravagants et en jurant d'accaparer le Groenland, après avoir kidnappé le Venezuela et son président.

Bien sûr, la Chine entend lui damer le pion, en multipliant ses avancées: routes de la soie; investissements ou prise en main des terres en Afrique, des ports en Grèce, soutien sans faille à un autre prédateur, Poutine, ambition sur Taïwan, etc.

États-Unis, Chine, Europe, mais aussi Inde, Brésil et nombre de pays émergents sont confrontés à la crise systémique du capitalisme mondialisé. Cela rend la situation instable et même dangereuse, puisque plusieurs de ces entités ne conçoivent la résolution de cette crise que par la guerre.